

Nouveaux Cahiers du socialisme



Manon Massé : la politique par en bas

Pierre Beaudet et Mathilde Grandgonnet

Numéro 20, automne 2018

Les groupes populaires face à l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89273ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. & Grandgonnet, M. (2018). Manon Massé : la politique par en bas. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (20), 113–118.

Manon Massé : la politique par en bas

Propos recueillis par Pierre Beaudet et Mathilde Grandgonnet

Respectivement rédacteur aux NCS et doctorante à l'Université d'Ottawa

NCS – Comment a commencé ton aventure dans le monde militant ?

M.M. – Mon parcours commence dans les centres d'éducation populaire, en fait dans la pastorale sociale. J'avais commencé un bac en théologie, et finalement je me suis rendu compte que ce n'était pas pour moi. L'injustice sociale, c'est le mot-clé dans mon parcours. Pourquoi ? Comment ? Comment ça s'articule ? Ce sont les mouvements d'éducation populaire qui ont fait ma conscientisation politique. C'est là que j'apprends à réfléchir sur cette « démocratie » qui se présente comme la liberté pour tout le monde, mais qui est en fait une grande machine qui prend les décisions à notre place. Au début des années 1980, je suis embauchée par le Comité social Centre-Sud. Et ainsi, je suis devenue une « activiste » à travers l'outil extraordinaire qu'est l'éducation populaire.

NCS – Quel est cet outil ?

M.M. – On peut le résumer dans une petite formule : « Toi, seule, tu ne sais rien, mais ensemble on sait tout, on peut tout ». Dans mes interventions, je ne suis pas à l'aise dans la posture de celle qui sait. Je suis très à l'aise d'être celle qui suscite, qui fait en sorte qu'ensemble on découvre...

NCS – Tu as aussi découvert l’oppression de genre...

M.M. – Le Comité social est là pour aider cette population vulnérable du Centre-Sud, et ce sont les femmes qu’on voit. À cette époque, celles-ci sont confrontées à un nouveau problème, la gentrification (l’embourgeoisement). Elles viennent aux ateliers de couture ou de cuisine pour en parler, pour s’entraider, pour boucler les fins de mois. Leur situation est précaire. Des propriétaires veulent les mettre dehors pour vendre ou pour louer les appartements à prix élevé à une nouvelle clientèle composée d’hommes gais, capables de payer. Il y a vraiment une réalité de classe sociale différente qui s’exprime. Ensemble, on trouve des solutions. On va parler aux gens, y compris aux gais. On permet à des femmes et à des familles de garder leur logement. On vit l’expérience sans nécessairement l’intellectualiser, mais en agissant sur ce sur quoi on a du pouvoir.

NCS – De l’éducation populaire, tu évolues vers le mouvement des femmes...

M.M. – En 1994, je travaille au YMCA et j’entends dire que Françoise David invite des groupes de femmes pour partager l’idée d’un grand projet de lutte contre la pauvreté. À cette époque, je ne me reconnais pas féministe deux secondes, mais cette idée d’une marche des femmes contre la pauvreté, ça m’accroche. Avec des féministes qui sont de tous les réseaux, c’est ainsi que naît la Marche *Du pain et des roses*. Avec cette expérience, je découvre que la pauvreté a un sexe ! Je commence aussi à m’équiper en termes d’analyse de classe, à comprendre l’évolution du capitalisme. Je découvre que ce capitalisme est un système qui agit à la grande défaveur des femmes, patriarches obligent, qu’il y a tout un pan de l’économie dont on ne parle jamais, parce qu’il est gratuit et que c’est nous les femmes qui l’assumons. Avec la marche, tout change. Je rajoute à ma compréhension des inégalités sociales une couche de compréhension de plus qui s’appelle l’analyse féministe. Et de là, je comprends le colonialisme, les accords commerciaux internationaux, etc. À cette époque, on parle de double discrimination, mais ce n’est pas encore très bien articulé, ni dans le mouvement des femmes ni dans le mouvement populaire. Avant que le mouvement populaire arrive à comprendre qu’il y a plus d’inégalités si t’es plus foncé, ça prend un peu de temps. Encore maintenant, je ne suis même pas certaine que toutes et tous sont arrivés là ! L’analyse intersectionnelle est encore un objectif à atteindre.

NCS – La Marche des femmes *Du pain et des roses* (1995), cela a été un moment décisif ?

M.M. – Ce fut un privilège d'être là à ce moment. Pour l'organisation de la Marche, on rassemble les féministes d'un nombre extraordinairement varié de groupes : de l'Association des religieuses pour la promotion des femmes aux féministes dans les mouvements syndicaux, de femmes ou populaires, jusqu'aux femmes en coopération internationale, aux écolos, aux jeunes. Dans ce vaste mouvement, il y avait cependant des angles morts. Par exemple, les Autochtones et les femmes racisées sont peu présentes. On n'est pas contre, on veut qu'elles participent, mais on ne réussit pas à attacher les liens, le mouvement demeure majoritairement blanc. Il y avait des sensibilités mais ça se ne traduisait pas systématiquement, concrètement, dans la lutte côte à côte. C'est par après que ça s'est fait, lorsqu'on a commencé à mieux comprendre l'intersectionnalité. La Marche mondiale des femmes de l'an 2000 nous rapprochera plus de cet objectif.

NCS – Qu'est-ce qui t'a fait évoluer des mouvements populaires vers Québec solidaire ?

M.M. – La Marche de 1995 a permis aux femmes d'avoir gain de cause sur plusieurs de leurs revendications, mais lors de la Marche mondiale de 2000, le gouvernement du Québec nous a envoyé promener. C'est même insultant, parce que comme seule réponse à nos 20 revendications, il décide d'augmenter le salaire minimum de 10 cents de l'heure ! Dans les groupes de femmes, il y a beaucoup de colère. Ce gouvernement du Parti québécois (PQ) a du front. On vient d'organiser la planète entière et notre propre gouvernement nous rit dans la face. On se dit, cela ne peut plus durer, il faut que ça change. Avec la coorganisatrice de l'action au Québec, Alexa Conradi, on dit alors à Françoise David qu'il faut qu'elle intègre à son discours la nécessité d'aller sur le terrain électoral. On ne sait pas trop comment. Françoise a des hésitations, mais finalement, en partie parce qu'elle a confiance en nous, elle accepte. Le 14 octobre 2000, devant une foule d'au moins 30 000 personnes, elle dit : « Va-t-il falloir créer un nouveau parti politique ? » C'est alors qu'on a senti comme un frisson dans la foule.

NCS – Comment le processus a-t-il démarré concrètement ?

M.M. – Comme d'habitude, autour d'une table. Nous étions quelques-unes et quelques-uns à trouver que les partis politiques existants ne répondaient plus aux besoins du peuple. L'idée de mettre sur pied un mouvement politique faisait son chemin. Pour moi, cela doit se faire avec Françoise David, c'est elle la porteuse, c'est elle la femme d'État. À ce moment, moi je ne veux pas vraiment faire de politique, mais je veux faire gagner Françoise !

NCS – Il y a des débats et tout le monde n'est pas d'accord...

M.M. – Dans un premier temps, nous avons mis sur pied le réseau D'abord solidaires qui réunit des gens qui veulent profondément changer le monde. Sans être d'accord sur tout, on veut travailler ensemble, parce qu'on l'a fait depuis quelques années avec le Sommet socioéconomique de 1996, la Marche mondiale des femmes en 2000, le Sommet des Amériques en 2001, et j'en passe. Pendant deux ans et demi, on réfléchit sur comment ce changement peut survenir. On sait, au moins, qu'il faut une vaste démarche d'éducation politique. Au fil du temps, on en vient à des conclusions un peu différentes. Et ainsi une « bébitte » à trois têtes est née. Il y a la tête « éducation politique » qui doit être non partisane. Il y a une tête libertaire pour qui l'important est de redéfinir les façons de faire en agissant à la base. Et finalement, il y a la tête Option citoyenne qui veut faire de la politique partisane. Tout en respectant nos différences, on reste solidaire. À la fin, nous nous quittons en bons termes avec la conviction que l'action des trois « têtes » est nécessaire si on veut arriver à un réel changement durable !

NCS – Comment s'est fait le rapprochement d'Option citoyenne avec l'Union des forces progressistes (UFP) ?

M.M. – Pour les membres d'Option citoyenne, une des questions délicates à discuter est celle de l'indépendance. Pour nous à Option citoyenne, le projet social a toujours été prédominant. Malgré les craintes, l'idée d'un mariage avec l'UFP est intéressante puisqu'on peut imaginer placer le projet social au cœur du projet indépendantiste. À l'UFP, la démarche proposée pour faire l'indépendance est une assemblée constituante où pourrait s'exercer le choix du peuple, par le peuple, pour le peuple. Une vraie démarche de souveraineté populaire ! Cela prend à peu près deux ans de rencontres pour clarifier tous les éléments de la fusion.

NCS – Tu pensais que le féminisme pouvait être au cœur de ce projet ?

M.M. – Option citoyenne était une organisation composée majoritairement de femmes alors que l'UFP nous apparaissait un peu un club de gars. Pour le congrès de fondation de Québec solidaire, j'ai travaillé fort avec des féministes de l'UFP pour être certaine qu'il y ait au moins 50 % de femmes présentes. Plus encore, que les femmes allaient être confortables avec le fonctionnement, la culture organisationnelle. Ça a réussi. Ça a été un très beau moment.

NCS – L'étape était franchie...

M.M. – À partir de ce moment-là, le féminisme s'est inscrit dans le code génétique de Québec solidaire (QS). En 2006, QS est fondé. Un mois après, il y a une élection partielle dans la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques. Au début, pour moi, c'est un peu la surprise, toutes les personnes qui pensent présenter leur candidature sont des hommes. Je me dis que ce n'est pas vrai qu'un parti féministe va présenter un gars à sa première élection, aussi bon qu'il soit. J'ai donc décidé de relever le défi. Je me suis présentée cinq fois : en 2006, 2007, 2008, 2012 et 2014... Cinq campagnes électorales en huit ans, c'est dur, je ne sais même pas comment j'ai réussi à faire ça !

NCS – Abordons un autre thème, qui est relié bien sûr. Les groupes communautaires qui sont ta base en quelque sorte passent un mauvais moment. Ils perdent leur autonomie, ils deviennent des outils de l'État qui se décharge de ses fonctions sociales. En même temps, l'État les place dans une situation où on leur permet de moins en moins de revendiquer. Comment faire pour résister à cela ?

M.M. – Je n'ai pas la prétention d'avoir une pleine analyse, mais il me semble que ce paradigme existe depuis longtemps. Dans tout le mouvement communautaire, il me semble que les centres de femmes ont mieux géré cette situation. Ils ont continué d'accueillir les femmes, de briser l'isolement, de faire de l'écoute, de les orienter, et en même temps, de faire de l'analyse de conjoncture, de l'éducation populaire, du travail de conscientisation et de l'action collective. Cette approche a toujours fait partie de leur mission, d'où la tradition de faire de l'action collective tout en aidant les femmes dans ce qu'elles vivent. Au bout du compte, les groupes populaires doivent tout faire pour ne pas perdre leur étoile du Nord qui est celle de la défense des droits. L'État veut faire de nous des groupes de service point à la ligne ! Nous devons résister.

NCS – Revenons à QS. Le parti progresse mais rencontre encore des obstacles. Est-ce que ce projet peut éviter les risques de tomber dans la politique « politicienne » ?

M.M. – Il y a toujours un risque. Il y a aussi un risque à ne rien faire. Quand j'ai décidé de faire de la politique, je savais qu'il y avait ce risque. Quand j'ai décidé d'arrêter d'être dans les groupes de femmes, c'était aussi un autre risque. Des fois je me pose la question : « Est-ce que j'aurais dû rester là ? J'aurais peut-être provoqué plus de changement que dans le parti politique ». Au bout de la ligne, je me suis dit que ça faisait 35 ans que je jouais dans l'autre cour, et donc, qu'il était temps d'essayer dans celle-là pour voir si ça marchait mieux. Autrement, je n'ai jamais arrêté de faire la même chose. J'ai pris des véhicules différents, j'ai même fait de l'action directe (avec le bateau canadien pour Gaza !). Dans la boîte à outils de la transformation sociale, j'ai

trouvé plusieurs choses utiles, plusieurs outils. C'est certain que les revendications face à nos droits doivent être dirigées vers l'État. Sinon les femmes pourraient continuer à être violées par leur conjoint sans que ce soit reconnu comme un viol. Le législateur a un rôle à jouer. Alors pour moi qui ai une petite tendance anarchiste, il n'y a pas d'incompatibilité entre faire ce que je fais, faire de l'action directe, continuer l'action d'éducation, et ne pas écarter l'idée de la désobéissance civile non violente. À travers l'histoire, les peuples n'ont jamais obtenu justice en restant assis à attendre que les puissants les reconnaissent. Il en est encore de même aujourd'hui !

Manon Massé est actuellement députée de QS de la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques à Montréal et porte-parole femme de QS au niveau national.